

CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET MODERNISATION:

LA CULTURE DU TRAVAIL

György Széll

Universität Osnabrück – RFA

Est-ce que la ou mieux les modernisations sont un défi pour la sociologie ou mieux pour les sociologies?

Tout d'abord il faut se demander quelles modernisations? Pendant longtemps il semblait, qu'il y avait un seul modèle – celui de l'industrialisation, du capitalisme, de la société bourgeoise. Le développement des sociétés dites industrialisés ont marqué le pas pour les autres sociétés. L'Angleterre fut le modèle à suivre pour la France, l'Allemagne, la Russie: la société anglaise avait même exporté son propre modèle putifié en Amérique du Nord, qui devenait lui-même l'exemple à suivre dans le XXe siècle.

Une société comme celle du Portugal, arriérée économiquement, marginalisée aux confins de l'Europe, quand même qu'elle fut au début de cette dite modernisation capitaliste aus 15e et 16e siècles, intégrée récemment dans les Communautés Européennes, sent un double défi: celui de l'intérieur de la société elle-même et celui de l'extérieur.

Mais est-ce qu'on a droit de parler de *la* société portugaise? Est-ce qu'on ne retrouve pas des clivages entre le Nord et le Sud, la capitale et la province, entre les villes et les campagnes? Est-ce qu'on peut parler des mêmes défis ces entités?

Regardant les dites modernisations globalement on peut constater que *le* modèle de modernisation industrialiste est en crise lui-même, et pas seulement depuis les rapports du «Club of Rome»,

mais depuis toujours, Dès le 19^e siècle des ouvriers, des artisans ont attaqué ce modèle, lequel les poussait dans la misère. Le progrès technique, la modernisation a pendant longtemps seulement profité à une minorité. Et les conséquences écologiques ont été décrites longuement parmi d'autres de Friedrich Engels dans sa situation de la classe laborieuse en Angleterre en 1845.

Les modernisations sont en crise donc depuis toujours et on confrontait dès le début au moins deux modèles différents de modernisation: un, qui au nom de la modernité et du progrès de la technologie et des sciences renforçait le pouvoir d'une seule classe, l'inégalité sociale, l'expropriation, l'aliénation, la soumission et l'extermination des peuples entiers avec l'aide de cette modernisation dans des guerres impérialistes. L'autre modèle au nom de l'humanité, des classes opprimées demandait la justice sociale, la division juste des richesses nouvellement produites avec les gains de productivité, la soumission de la technologie et des sciences sous des buts humains.

La contradiction de ces types de modernisation la plus grande éclatait autour des régimes fascistes. Dans la terminologie du fascisme il s'agit aussi bien d'un mouvement révolutionnaire, qui veut la modernisation de la société, surtout dans les domaines du militaire. Et pour cela il a besoin d'une base industrielle avancée. Mais la base sociale autour des idéologies nationalistes, rétrogrades reste et redevient même plutôt archaïque.

La modernisation moderne est donc accompagnée dès ses origines des crises économiques, sociales, politiques et culturelles. Et ces crises mêmes sont l'origine de la sociologie, des sociologies, elles sont même la raison d'être des sciences sociales. Sans ces crises il n'y a pas une nécessité explicative dans le social. Mais avec des explications et des perspectives différentes les sociologies sont en permanence en crise elles-mêmes. Deux types de théorie se confrontant, un qui parle de la société industrielle, même post-industrielle, moderne, l'autre de la société capitaliste, bourgeoise.

La modernité et la modernisation sont deux alternatives dans ce contexte: l'un propage un modèle culturel, critique, qui se questionne. l'autre ne veut changer en rien les bases de la société, mais les adapter à des défis des changements technologiques. Mais qui domine ces changements, quels intérêts se réalisent, des fois derrière le dos des acteurs?

Je propose de différencier deux types de modernisation, qui vont ensemble avec deux approches de sociologie:

1. La modernisation technocratique

Elle est combinée avec une approche technocentriste. L'orientation est d'abord vers le progrès technique, l'industrialisation. Mais

derrière se cachent en général des intérêts économiques, qui demandent cette orientation pour la croissance économique, la compétitivité internationale. Ce modèle est sans doute le dominant dans nos sociétés dites industrialisées, aussi bien de l'Ouest, que de l'Est: Quand Lénine parle du communisme comme combinaison de l'électricité plus soviets et regarde le Taylorisme comme rationalité suprême. Ce modèle propose «one best way» pour la solution d'un problème.

Sa rationalité irrationnelle comme Max Horkheimer a formulé dans «Eclipse of Reason» déjà en 1947 se montre par excellence dans la technologie militaire: la bombe atomique et les «Star Wars». Une modernisation qui ne semble pas connaître des frontières que par elle-même. Mais aussi dans les domaines de l'énergie nucléaire à Tschernobyl aussi bien qu'à Three-Mile-Island les dangers d'une technologie plus contrôlable deviennent évidents. Les accidents de type Seveso ou Bhopal, la pollution des mers, des fleuves, des lacs, les pluies acides laissent leur trace d'une hybris sans morale, sans responsabilité, sans contrôle social; nous mènent au bord d'un suicide global.

On nous propose maintenant la société postindustrielle, d'information, qui dépasserait ces limites. La déindustrialisation, les nouveaux concepts de production, la fin de la production des masses, les nouvelles technologies, l'automatisation, les robots vont nous libérer du travail aliéné, des misères des siècles de la pauvreté. Mais à l'heure actuelle au lieu de la réalisation de ces promesses millénaires, millénaristes (!) nous sommes confrontés avec un nombre de chômeurs presque aussi grand que dans la grande crise des années 30 ou au 19^e siècle, avec une nouvelle pauvreté, avec la misérisation du Tiers Monde, où 50 millions de personnes meurent chaque année par faim, une misère psychologique, qui mènent de centaines de millions de personnes dans les drogues comme l'alcoolisme, la tabac, ou des drogues plus dures. Le grand espoir du XX^e siècle est terni. Le décalage entre nos possibilités, nos richesses et la réalité n'était jamais si grand dans l'histoire de l'humanité.

Les théoriciens conservateurs se voient devant un nombre de problèmes: comment expliquer les différences de développement entre des nations entières, entre des régions, même des quartiers de villes? S'il y a une seule logique, une force des choses – «Sachzwang» comme les Allemands disent – pourquoi est-ce qu'elle est répartie si inégalement? On essaie de nous imposer une seule logique, «the american way of life», où le seul critère du succès et du bien-être est l'argent. Mais cette logique est une pure idéologie de dominance. Elle essaie de nous barrer des alternatives. Ce sont les producteurs et vendeurs des nouvelles technologies, qui nous – en promettant le paradis sur terre, i.e. la vie dans travail – incitent de continuer sur ce

chemin. Les nations en voie de développement ou au seuil de l'industrialisation ne voient que les apparences, souvent transmises par les mass médias dans la forme des émissions comme 'Dallas' ou 'Denver': une richesse sans égale, des gadgets technologiques, le pouvoir qui se cache derrière. Des bourgeoisies compradors, des dictatures militaires font le jeu des multinationales et des états dominants.

La modernisation? Dans quel intérêt? L'ouvrier agricole à Mindanao sur les Philippines, qui perd grace à la monoculture de United Fruit ses terres, à Guatemala, au Brésil,... Les habitants des slums de Bangkok, Rio de Janeiro, Lagos, quand vont-ils profiter des modernisations dans leur pays?

2. La modernisation démocratique

Ce modèle est plutôt associé à une technologie anthropocentrée, une technologie, qui est regardée comme outil, comme moyen et pas comme but en soi-même. Elle part de la critique d'une technologie autoritaire et propose par la différenciation des alternatives. La base de cette approche est comme dans l'autre concept le travail, la source de toute richesse sociale et individuelle, de la sociabilité même de l'être humain, qui crée la société et les structures sociales par la coopération dans la production pour la reproduction. Et ce processus de production, qui produit aussi bien des relations de production, donc de pouvoir dans la société, produit ses propres contradictions. Dans cette dialectique des alternatives peuvent et doivent se réaliser pour démocratiser une société.

Nos recherches (HARTMANN; GIKAS; SZELL) ont montré, que chaque entreprise, chaque localité, chaque région, chaque nation a son propre histoire. Même avec les mêmes technologies les organisations du travail, l'organisation sociale, la division sociale du travail peuvent être différentes. Pour sauvegarder son identité individuelle, d'entreprise, locale, régionale, nationale il y a intérêt à développer ses différences au lieu de les sacrifier sur l'autel d'une modernisation malcomprise, qui ne signifie d'autre chose que de soumettre à une logique et à des intérêts étrangers.

Mais tout le problème est cette prise de conscience à l'envers à des intérêts dominants et très forts. Et il ne suffit pas d'utiliser la technologie d'une manière différente-comme beaucoup suggèrent -, parce qu'elle n'est pas neutre. Une missile militaire n'a pas d'autre fonction que de détruire, de tuer; une centrale nucléaire n'est pas à gérer démocratiquement, parce qu'il faut des experts et un système de protection policier contre des sabotages; un «Personal Information System» est là pour informer la direction sur les activités des employés et par pour contrôler la direction par ceux-ci.

Le développement des alternatives technologiques centrées sur les besoins de l'homme, des produits socialement utiles, des processus de production communicatifs, conviviaux, sociaux restent largement à faire. Des débuts sont là: dans le «Corporate plan» des ouvriers de l'entreprise anglaise de Lucas Aerospace (COOLEY), les systèmes flexibles de production, dans la programmation des machines outil par l'agent lui-même, qui ne remplacent pas l'homme par des machines comme dans l'usine de «rêve» complètement automatisée, mais qui lui redonnent le contrôle sur ceux-ci, qui demandent sa compétence, au lieu de la minimiser.

Il n'y a donc pas une réponse unique pour une modernisation démocratique, mais il s'agit d'un processus social d'appropriation et de développement collectif.

C'est une action et action et bataille permanente pour le raccourcissement du temps de travail au lieu du chômage pour s'approprier les connaissances technologiques et économiques pour contrôler la production et distribution démocratiquement.

Souvent les demandes pour une plus grande participation sont détournées par le management dans des stratégies de flexibilité, de «Organization Development» pour intégrer l'intelligence des salariés et compenser les faiblesses technologiques, surtout pendant les périodes de l'introduction des nouvelles technologies. Il n'est aussi ouvert, si le rêve de l'usine sans hommes (et femmes), de l'intelligence artificielle n'est pas une hybridation technocratique non plus.

Quel est le rôle pour une sociologie démocratique, pour des sociologies démocratiques?

Ils vivent dans un paradoxe: comment organiser pourvu que les gens, les ouvriers, les concernés s'autoorganisent? (BOLLE DE BAL).

Il faut d'abord démocratiser la science, les sciences elles-mêmes.

Ça ne veut pas dire, qu'elles se retirent sur elles-mêmes comme communauté scientifique, dans un tour d'ivoire comme jadis, mais au contraire s'ouvrent d'avantage sur le monde extérieur, les problèmes réelles et urgents de l'humanité, des gens. Dans les dernières décennies il y avait déjà une modernisation des sciences, leur socialisation, mais dans le sens de la soumission sous la logique technocratique en perdant tout caractère critique – à l'exception d'un petit moment autour des années '68.

Cette ouverture s'exprime par une intervention très large des états nationaux par le biais du militaire: 50% de la recherche mondiale entrent dans ce seul domaine!

Les sociologues jouent dans leur plupart le rôle des sages femmes pour l'accouchement des modernisations. Soit ils développent les idéologies adaptées pour adopter ces modernisations, soit ils fa-

briquent des technologies sociales pour récupérer les déviants, pour empêcher des révoltes, pour pacifier nos consciences, pour faire fonctionner la machine de l'état, de la sécurité sociale, de guerre.

Mais qui contrôle les sociologues? Pour une démocratisation de la société il faut instituer des nouvelles relations entre chercheurs et ceux qui n'étaient jadis que des objets de recherches. Ce sont eux, qui finalement par les impôts, leur productivité nous nourrissent et financent. C'est donc dans leur intérêt, qu'il faut orienter nos recherches, pourvu qu'ils deviennent les sujets de celles-ci.

La théorie systémique des sciences sociales – comme formulée par Niklas LUHMANN – ne voit pas d'autre problème de la modernité que la réduction de la complexité. Il n'y a pas de nécessité de changer la société, mais d'adapter l'individu aux exigences de la société industrielle. Il se base dans cette approche aussi bien sur l'école américaine parsonienne, structurelle-fonctionnelle, que sur les socio-anthropologues allemands Gehlen et Schelsky. Le résultat est la théorie fonctionnelle-structurelle, qui fait rage outre-atlantique à l'heure actuelle.

* * *

Les positions centrales du débat actuel me semble tourner autour des notions du rôle de l'état dans le processus de modernisation, du travail et de la communication.

L'autre grand théoricien de langue allemande d'après-guerre et l'adversaire de Luhmann, Jürgen HABERMAS, n'essaie plus comme au début l'école de Francfort d'expliquer la crise de la modernité par le capitalisme et ses contradictions inhérentes, mais par le manque d'un dialogue sans domination.

D'où sa théorie de l'action communicative dans une tradition néo-hegelienne plutôt que marxienne. La question reste posée, pourquoi il n'y a pas de communication sans domination dans nos sociétés et comment y arriver?

Pour toute nation relativement retardée dans le processus des modernisations l'état joue un rôle clé. C'était aussi bien vrai pour la France, l'Allemagne et la Russie du 19^e siècle, que pour les nations du Tiers-Monde et ceux, qui sont marginalisés comme le Portugal. Il faut constater un autre paradoxe: l'état essaie d'instituer politiquement – en renversant temporairement le primat de l'état essaie d'instituer politiquement – un système d'économie du marché capitaliste, donc de dominance économique.

La chance de ces nations dites sous-développées est, qu'elles ne sont pas obligées de répéter les fautes des nations avancées.

Mais ceci est plus facile à dire que de faire, si on regarde la dominance de ces systèmes technocratiques de l'Est et de l'Ouest.

Peut-être les derniers d'aujourd'hui deviennent les premiers. Il faut déjà constater que souvent une certaine qualité de vie, des relations dans le travail, la solidarité sont plus développées dans les pays moins modernisés, où les valeurs d'usage priment encore sur les valeurs d'échange. Un débat qui devient virulent dans nos sociétés sur-développées, surmodernisées.

Une autre approche nous est proposée par des auteurs comme PIORE & SABEL et KERN & SCHUMANN: ils proposent d'utiliser le changement technologique avec les nouvelles technologies, ses possibilités de la flexibilité, un retour à la production artisanale (dans laquelle ils incluent des grandes multinationales comme MERCEDES-BENZ et BOSCH) avec celles-ci dans une association avec un management moderniste, participatif. Les auteurs allemands nomment cette stratégie 'les concepts de production nouveaux'. Il faut constater, que dans cette conception, où les syndicats sont appelés de jouer un nouveau rôle, un déterminisme technologique prime toujours: c'est la modernisation technocratique qui semble nous donner de nouvelles opportunités, pas un processus de prise de conscience, un choix délibéré politique. En plus la base empirique de cette réqualification reste assez faible. Même dans des entreprises les plus modernisateurs, comme VOLKSWAGEN, seulement 1.000 employés parmi les 100.000 sont jusqu'à maintenant touchés par ces changements technologiques. Les autres, surtout ceux, qui perdent leur travail, les perdants de la rationalisation, de la modernisation, ne sont pas pris en considération que verbalement.

Aussi dans ces modèles plus participatifs – comme dans les cercles de qualité – les dirigeants restent les dominants. Et c'est tout l'intérêt. Il ne reste que de parler de nouveau du concept de culture pour décrire les perspectives d'une modernisation démocratique. Il est évident, que – prenant en compte que chaque société reste pour toujours basée sur le travail productif – il ne s'agit pas de se libérer *du* travail comme dans une mauvaise science-fiction, mais de se libérer dans le travail et par le travail. Dans cette perspective se retrouvent aussi des mouvements si différents comme SOLIDARNOSC et LES VERTS, c'est la perspective de l'autoorganisation, de l'auto-émancipation, de l'autogestion. Dans cette perspective d'une nouvelle culture de travail, politique les syndicats et les sociologues comme sages hommes/femmes pouvaient retrouver leurs vraies identités.

En face de la modernisation technocratique, de ses irrationalités rationnelles et meurtrières les critiques de cette modernisation sont les vraies modernisateurs dans un sens large de toute la personnalité humaine, et pas seulement de son côté économique et égoïste.

Dans la perspective de KANT, qui voit la tâche de l'âge des Lumières dans l'émancipation en dehors de la minorité auto-responsable, il nous faut un deuxième âge des Lumières pour éviter d'autres modernisations de type fasciste. Socialisme ou barbarie – tertium non datur est! (Il n'y pas d'autre choix!)

REFERENCES

- BOLLE DE BAL, Marcel, *Participation: its Contradictions, Paradoxes an Promises*, in *Organizations*, Vol. I, Oxford 1987.
- BRIEFS, Ulrich (éd.), *Anders produzieren, anders arbeiten, anders leben...* Köln 1986.
- COOLEY, Mike, *Architect or Bee*, Slough/England (1980).
- ENGELS, Friedrich, *Die Lage der arbeitenden Klasse in England*, MEW, 2, Berlin-DDR 1976.
- GEHLEN, Arnold, *Die Seele im technischen Zeitalter*, Reinbek 1957.
- GIKAS, Michael et al., *Technologie, Arbeitsorganisation und gesellschaftliches Bewußtsein*, Universität Osnabrück 1983.
- HARTMANN, Michael, *Rationalisierung im Widerspruch*, Frankfurt/M. New York 1984.
- KERN, Horst & Michael SCHUMANN, *Ender der Arbeitsteilung?*, München 1984.
- LUHMANN, Niklas, *Soziale Systeme*, Frankfurt/M. 1984.
- MARX, Karl, *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie*, Frankfurt/Wien 1958 (1858).
- PIORE, Michael J. & Charles F. SABEL, *The Second Industrial Divide. Possibilities for Prosperity*, New York 1984.
- SCHELKY, Helmut, *Auf der Suche nach Wirklichkeit*, Düsseldorf 1965.
- SZÉLL, György, *Régions et Cogestion*, in: *Autogestions* 2-3, 1980, p. 325-332.
- SZÉLL, György, *Expériences de méthodes en Allemagne et dans les pays nordiques*, in: *Recherches Sociologiques*, Louvain-la-Neuve, vol. XVI, 1985, p. 293-306.
- SZÉLL, György, *L'État, le droit et les nouvelles technologies*, in: *Sociologies et Sociétés*, Montréal 1986, vol. XVIII, 1, p. 163-170.
- SZÉLL, György, *The State, Trade Unions and Self-Management*, Frankfurt/New York 1987.
- SZÉLL, György, *Participation, Workers' Control and Self-Management*, *Current Sociology*/SAGE, London 1988.
- SZÉLL, György, *Syndicalisme et Culture de Travail en R.F.A.*, Université Laval/Québec 1987.
- WAINWRIGHT, Hilary & Dave ELLIOTT, *The Lucas Plan*, London/New York 1982.

ABSTRACT

The author differentiates between two models of modernization: a technocratic and a democratic one. The technocratic one is determined by a technocentered versus a human centered approach. The technocratic model is the dominant one since the beginning of industrialization and it is in crisis economically, ecological, morally, socially, politically, since then.

The very reason of the existence of social sciences is this permanent crisis. We are confronted once again with two approaches, which are near to the types of modernisation. The one is trying to adapt individuals and society to the necessities of modernisation, the other tries to set political and social priorities first. For this approach we need a radical democratization process of science itself. But the fate of democracy is as always determined by the organization of the work process itself. New technologies seem to open alternatives for a new relation between work and capital, but the only real alternative is to modernize the modernization in a democratic way.